

	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	Délibération
	Séance publique du 30 janvier 2026	N° 2026-39

Convocation du 23 janvier 2026

Aujourd'hui vendredi 30 janvier 2026 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Madame Christine BOST, Présidente de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Dominique ALCALA, Mme Géraldine AMOUROUX, Mme Stephanie ANFRAY, Mme Amandine BETES, Mme Claudine BICHET, Mme Brigitte BLOCH, M. Patrick BOBET, Mme Christine BONNEFOY, Mme Simone BONORON, Mme Christine BOST, Mme Pascale BOUSQUET-PITT, Mme Fatiha BOZDAG, Mme Myriam BRET, Mme Pascale BRU, M. Eric CABRILLAT, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Olivier CAZAUX, M. Thomas CAZENAVE, M. Gérard CHAUSSET, Mme Camille CHOPLIN, M. Max COLES, Mme Typhaine CORNACCHIARI, M. Didier CUGY, Mme Laure CURVALE, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, M. Stéphane DELPEYRAT-VINCENT, Mme Eve DEMANGE, M. Gilbert DODOGARAY, M. Christophe DUPRAT, M. Jean-François EGRON, M. Olivier ESCOTS, Mme Anne FAHMY, M. Bruno FARENIAUX, M. Loïc FARNIER, Mme Véronique FERREIRA, M. Jean-Claude FEUGAS, Mme Françoise FREMY, M. Alain GARNIER, M. Guillaume GARRIGUES, Mme Anne-Eugénie GASPARD, Mme Daphné GAUSSENS, M. Nordine GUENDEZ, M. Maxime GHESQUIERE, M. Frédéric GIRO, Mme Fabienne HELBIG, M. Pierre HURMIC, Mme Delphine JAMET, Mme Sylvie JUQUIN, Mme Sylvie JUSTOME, Mme Andréa KISS, M. Michel LABARDIN, M. Patrick LABESSE, Mme Nathalie LACUEY, M. Gwénaél LAMARQUE, Mme Fannie LE BOULANGER, Mme Harmonie LECERF MEUNIER, Mme Anne LEPINE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Matthieu MANGIN, M. Jacques MANGON, M. Guillaume MARI, M. Stéphane MARI, M. Baptiste MAURIN, Mme Claude MELLIER, M. Thierry MILLET, M. Fabrice MORETTI, M. Marc MORISSET, M. Pierre De Gaétan N'JIKAM MOULIOM, Mme Marie-Claude NOEL, M. Patrick PAPADATO, Mme Céline PAPIN, Mme Pascale PAVONE, M. Jérôme PEScina, M. Stéphane PFEIFFER, M. Michel POIGNONEC, M. Philippe POUTOU, M. Patrick PUJOL, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, Mme Isabelle RAMI, M. Benoît RAUTUREAU, M. Franck RAYNAL, Mme Marie RECALDE, M. Michael RISTIC, M. Bastien RIVIERES, M. Fabien ROBERT, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alexandre RUBIO, Mme Béatrice SABOURET, M. Emmanuel SALLABERRY, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean-Baptiste THONY, M. Serge TOURNERIE, M. Jean TOUZEAU, M. Thierry TRIJOLET, M. Jean-Marie TROUCHE, Mme Josiane ZAMBON.


EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION :

M. Christian BAGATE à M. Fabrice MORETTI
Mme Nathalie DELATTRE à M. Dominique ALCALA
M. Laurent GUILLEMIN à M. Maxime GHESQUIERE
M. Radouane-Cyrille JABER à M. Olivier CAZAUX
M. Nicolas PEREIRA à Mme Béatrice SABOURET
Mme Nadia SAADI à Mme Eve DEMANGE

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

Mme Christine BONNEFOY à partir de 15h15
M. Thomas CAZENAVE à partir de 15h15
Mme Anne FAHMY à partir de 15h15
Mme Daphné GAUSSENS à partir de 15h15
Mme Fabienne HELBIG à partir de 16h40
M. Stéphane MARI à partir de 16h40
M. Patrick PUJOL à partir de 15h15
M. Michel POIGNONEC à partir de 15h15

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 30 janvier 2026	Délibération
	Direction Développement Economique	N° 2026-39

Caisse sociale de développement local - Année 2026 - Subvention de fonction du dispositif "Clinique des TPE" - Décision - Autorisation

Monsieur Stéphane DELPEYRAT-VINCENT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

1 – Présentation de l'organisme :

La Caisse sociale de développement local (CSDL) est une association créée en 1998 qui intervient dans le domaine du micro-crédit solidaire pour financer les projets de création d'entreprises portés par des personnes exclues du crédit bancaire car ne bénéficiant pas des garanties nécessaires. Elle décaisse annuellement environ 1 000 000€ et accompagne plus de 300 entreprises en création. Dans le cadre du dispositif Entreprendre avec la région Nouvelle-Aquitaine depuis son démarrage en 2018, la CSDL intervient sur la reprise, le développement et le retournement des entreprises au travers de son action spécifique la **Clinique des très petites entreprises (TPE)**. La clinique des TPE est basée sur le constat qu'il y a de fortes inégalités de traitements dans le traitement des difficultés qu'elles rencontrent avec les petites et moyennes entreprises (PME). En effet, les dirigeants des TPE, par manque de temps et d'information sur les dispositifs d'aide, restent trop souvent seuls face aux difficultés, ce qui peut conduire à la liquidation. La Clinique des TPE est directement contactée par les entrepreneurs en difficulté, condition importante pour garantir leur adhésion à l'audit et aux solutions préconisées. C'est le réseau de partenaires (EPCI, communes, associations, Banque de France, URSSAF...) qui informent les entrepreneurs.

Objectifs de la Clinique des TPE

L'association vise, au travers de cette action, à :

- établir une relation de confiance avec les TPE dans le traitement des difficultés rencontrées
- diagnostiquer les problèmes, apporter un conseil éclairé, une aide au montage de dossiers, orienter vers les partenaires utiles,
- contribuer, si nécessaire, à renforcer leur structure financière via la mise en place de prêts de restructuration (sur les fonds propres CSDL).
- maintenir et pérenniser l'emploi sur le territoire

Bilan de l'activité 2025

En 2025, année de réorganisation, 70 entreprises ont été reçues ou orientées dans le cadre de la Clinique (premiers contacts, diagnostics, conseils, médiations).

Parmi elles, une partie significative a fait l'objet d'un accompagnement approfondi (diagnostic + suivi) sur les trois départements d'intervention (33, 24, 47).

En Gironde, 9 dossiers ont été accompagnés dans la durée, dont 6 sur Bordeaux Métropole. Trois étaient portés par des femmes entrepreneures.

4 dossiers ont nécessité un refinancement pour un montant global de 30 000 €

La Clinique des TPE a participé à des ateliers organisés par la Chambre Régionale de l'Economie sociale et solidaire (CRESS) de Nouvelle-Aquitaine à l'intention des structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'à des réunions d'information collectives à la maison

écocitoyenne Bordeaux Métropole ou encore des réunions d'échanges avec l'agence de développement BA2E, la Banque de France, à des ateliers d'analyses financières et autres événements avec les Cités-Lab et 60 000 Rebonds

Perspectives et financement 2026

En 2026, la Clinique propose de poursuivre et renforcer :

- L'accueil des entrepreneurs fragilisés (créateurs, dirigeants, indépendants, étudiants, reconversions).
- Le diagnostic global économique, administratif et organisationnel.
- La construction d'un plan d'action personnalisé (priorités, échéances, solutions mobilisables).
- Le suivi régulier permettant de stabiliser l'activité et d'éviter les défaillances.
- La coordination avec l'URSSAF, la CPAM, France Travail et les acteurs locaux pour anticiper les risques et activer les solutions adaptées.
- L'accompagnement des nouveaux publics (étudiants-entrepreneurs, militaires en reconversion) dans la même logique de prévention et de sécurisation.
- La possibilité, lorsque pertinent, d'un microfinancement solidaire pour éviter une rupture d'activité.
- La structuration interne du pôle : chef de mission et coordinateur titulaire, chef de mission en mécénat de compétences (BNP Paribas), alternance et mobilisation de bénévoles experts.

2026 est présentée comme une année de reconstruction sous la forme d'un fonctionnement partenarial avec la mise en place de comités de pilotage réguliers, associant l'ensemble des partenaires clés : les services de l'État (DREETS, URSSAF, Banque de France), les acteurs consulaires (CMA, CCI / CIP, Chambres d'Agriculture), les réseaux de l'ESS (CRESS), les dispositifs spécialisés (RH TPE, 60000 Rebonds, AGORA, IP), ainsi que les collectivités et leurs structures spécialisées, (Bordeaux Métropole, Ville de Bordeaux, MDEE, mais aussi Agglomération de Bergerac, Grand Villeneuvois, Marmande...). Ces comités auront pour vocation de partager les situations, coordonner les réponses et construire une stratégie commune de prévention des difficultés et de soutien aux entrepreneurs sur chaque territoire. La CSDL sollicite Bordeaux Métropole une subvention de fonctionnement pour le dispositif de la Clinique des TPE de 47 500€ en 2026 pour un budget prévisionnel de 215 446€. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de 47 500€ en 2026, soit une subvention correspondant à 22% de son budget. Ce montant est inchangé par rapport à 2025.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5217-2 et 1611-4,
VU le Règlement général d'intervention en matière de subventions accordées aux personnes de droit privé, adopté par délibération n°2015/0252 du Conseil métropolitain du 29 mai 2015,
VU le Schéma de développement économique métropolitain, adopté par délibération n°2021-603 du Conseil métropolitain du 25/11/2021,

VU la demande d'aide formulée par l'organisme n° 2026-00341 en juillet 2025,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT que les actions de la CSDL participent au développement du maintien de l'emploi sur le territoire via son programme la Clinique des TPE,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention de fonctionnement de 47 500€ pour l'exercice 2026 à la CSDL pour son action spécifique la Clinique des TPE,

Article 2 : d'autoriser Madame la Présidente à signer la convention ci-annexée et tout acte afférent, précisant les conditions de la subvention accordée.

Article 3 : d'imputer la dépense correspondante sur le budget principal de l'exercice 2026, chapitre 65, article 65748, fonction 61.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.
Abstention : Monsieur MORISSET, Monsieur POUTOU;

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 30 janvier 2026

Par le/la secrétaire de séance,	Pour expédition conforme,